

Liège, le 22 septembre 2016



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Réaction de la Chambre de la Construction de Liège  
au projet de suppression de l'inspection sociale du  
Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la Fraude Sociale

### **La simple idée de la suppression de l'inspection sociale est scandaleuse !**

C'est avec stupéfaction et incrédulité que nous avons appris le projet de rationalisation de l'inspection sociale du Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la Fraude Sociale, Philippe De Backer (Open VLD). En fait, sous le couvert de rationalisation, il ne s'agit ni plus ni moins que d'une suppression de l'inspection sociale ! Un service qui, en 2015, a rédigé 2905 procès-verbaux de fraude et permis de récupérer 123 millions d'euros soustraits à la sécurité sociale...

Il y a en Belgique, selon une récente étude de l'Institut de Recherche sur la Travail de la KUL, quelque 215.000 travailleurs détachés. 57% d'entre eux, soit plus ou moins 123.000, sont actifs dans le secteur de la construction. Cela ne signifie pas, évidemment, qu'ils soient tous en fraude mais bien que les contrôle de l'inspection sociale sont importants afin de juguler les fraudes ! Faut-il rappeler que 65% des entreprises belges de la construction contrôlées sont en fraude en matière de dumping social ? Souvent parce qu'elles n'ont pas le choix...

La Chambre de la Construction de Liège est totalement scandalisée que le Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la Fraude Sociale puisse envisager la suppression de l'inspection sociale ! Le Gouvernement fédéral prétend vouloir lutter contre le dumping social mais, dans les faits, prend des mesures qui vont à l'encontre de cette lutte ! Il y a un hiatus entre le discours et l'action dans le chef du Gouvernement fédéral... Par ailleurs, alors que les Eurodéputés MR Frédérique Ries, Louis Michel et Gérard Deprez réclament davantage de capacités de contrôle et la facilitation du travail des inspecteurs en charge de la lutte contre la fraude, le Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la Fraude Sociale envisage de supprimer l'inspection sociale... Il y a là aussi un discours contradictoire dans le chef de partis qui sont pourtant partenaires de majorité au fédéral.

La construction est largement victime de la fraude sociale à travers le dumping social qui a déjà coûté 24.000 emplois dans le secteur. La suppression de l'inspection sociale sera, si elle devient effective dans les prochains mois, une réelle porte ouverte à la fraude et engendrera de nombreuses nouvelles pertes d'emplois dans la construction. La Chambre de la Construction de Liège ne peut que réaffirmer qu'elle est scandalisée par ce projet qui constitue une véritable régression dans la lutte contre le dumping social. Elle témoigne de son soutien à l'ensemble des acteurs de l'inspection sociale : magistrats, auditeurs du travail, inspecteurs, syndicats...

**Adrien DAWANS**  
**Directeur de la Chambre**  
**De la Construction de Liège**

**Contact Presse : Olivier Moch (HcoM) – 0476/28.56.41 – oliviermoch@belgacom.net**